

**Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse**

BAR-LE-DUC, le 20/07/2023

Division de Bar-le-Duc  
14 rue Antoine DURENNE  
CS 70542  
55 013 Bar-le-Duc Cedex

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MEUSE COMPOST**

16 bis rue Mohan  
55200 Geville

Références : CL/286-2023

Code AIOT : 0006207710

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2023 dans l'établissement MEUSE COMPOST implanté La Pelouse 55190 Void-Vacon. L'inspection a été annoncée le 22/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Ce contrôle a été déclenché suite à la transmission du suivi d'activité 2022 de l'exploitant. L'origine des déchets montrait un non-respect de la zone de chalandise, prescription pour laquelle l'exploitant est sous le coup d'un arrêté préfectoral de mise en demeure et pour laquelle une amende administrative avait déjà été ordonnée le 19 mai 2022. L'inspection des installations classées avait donc proposé les sanctions prévues par l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

Dans le cadre du contradictoire vis-à-vis des sanctions envisagées l'exploitant a précisé que la situation était conforme à la réglementation depuis le règlement de l'amende administrative du 19 mai 2022. Ce contrôle avait pour but de s'assurer des dates de réception des déchets hors zone de chalandise.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MEUSE COMPOST
- La Pelouse 55190 Void-Vacon
- Code AIOT : 0006207710
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Meuse Compost exploite une plateforme de compostage de déchets non-dangereux et de matières végétales brutes sur le territoire de la commune de Void-Vacon.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Gestions des déchets entrants

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Origines géographiques des déchets non dangereux admissibles	Arrêté Préfectoral du 10/04/2012, article 5.10.2	/	Sans objet
2	Respect Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 18/05/2020, article 2	/	Sans objet
3	Mise à jour EDD	Arrêté Préfectoral du 10/04/2012, article 1.7.2	/	Sans objet
4	Température	Arrêté Préfectoral du 10/04/2012, article Annexe I	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux constats sur site, il apparaît que l'exploitant a arrêté l'apport de déchets provenant d'origine géographiques non conformes depuis fin mai 2022.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 mai 2020 est désormais respecté. Les suites administratives proposées par l'inspection ne sont de fait plus justifiées.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Origine géographique des déchets non dangereux admissibles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/04/2012, article 5.10.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation de compostage réglementée par le présent arrêté est autorisée à traiter des déchets non dangereux et des matières végétales brutes produits ou collectés en priorité dans le département de la Meuse, puis dans les autres départements de la région Lorraine et les départements limitrophes du département de la Meuse sous réserve du respect du principe de proximité résultant de l'article L. 541-1 du Code de l'Environnement.
<b>Constats :</b> Le jour du contrôle, l'exploitant ne recevait plus de déchets dont la provenance n'est pas conforme à la prescription contrôlée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Respect Mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/05/2020, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant désigné à l'article 1er du présent arrêté est mis en demeure, dès notification du présent arrêté de stopper sur la plateforme de compostage de déchets organiques qu'elle exploite sur le territoire de la commune de VOID-VACON, toute réception de déchets de nature et d'origine géographique non autorisées à l'article 5.10.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2012-689 du 10 avril 2012.
<b>Constats :</b> Le jour du contrôle l'exploitant a expliqué ne plus recevoir de déchets dont la provenance n'est pas autorisée par son arrêté préfectoral. Il ajoute que son retour à la conformité vis-à-vis de cette prescription date du mois de mai 2022 suite au paiement d'une amende administrative. Lors du contrôle, l'inspection a vérifié les bons de transport et de pesage de l'ensemble des fournisseurs qui apparaissent hors zone de chalandise pour l'année 2022. Le constat confirme, pour l'année 2022, qu'aucun déchet provenant hors zone de chalandise n'a été reçu depuis fin mai 2022. Le bilan d'activité de l'année 2023 qui sera transmis au premier trimestre 2024 devra confirmer ce respect. Il est demandé à l'exploitant de transmettre au plus tard le 15 février 2024, le bilan des apports de déchets pour l'année 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Mise à jour EDD

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/04/2012, article 1.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réexamen EDD
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les études de danger et d'impacts sont actualisées à l'occasion de toute modification soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuées par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté les documents lors du contrôle, une finalisation devait encore être réalisée suite à une demande de modification transmise à la préfecture de la Meuse au mois de mars 2023. Le lendemain du contrôle, le 30 juin 2023, l'exploitant a transmis son étude de dangers mise à jour avec la prise en compte des demandes de modifications précitées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Température

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/04/2012, article Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Température
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Compostage en aération par retournements: <ul style="list-style-type: none"><li>- 3 semaines de fermentation aérobique au minimum;</li><li>- au moins 3 retournements;</li><li>- 3 jours au moins entre chaque retournement;</li><li>- 55°C au moins pendant une durée minimale totale de 72 heures.</li></ul> Compostage en aération forcée: <ul style="list-style-type: none"><li>- 2 semaines de fermentation aérobique;</li><li>- au moins 1 retournement (opération de retournement après fermentation aérobique suivie d'une remontée de température à 50°C pendant 24h);</li><li>- 55°C au moins pendant une durée minimale totale de 72 heures.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté son système de suivi des température de lots de compost. Les sondes de température transmettent les informations au bureaux administratifs qui pilote l'employé sur site pour la manipulation des différents lots. Un logiciel enregistre la température ainsi que la durée de maintien en température et un code couleur permet de savoir quand les conditions sont remplies pour les différentes phases du compostage. Le jour du contrôle, le suivi respectait les prescriptions contrôlées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet